

Culture du Cacao, marché international du chocolat et politique du silence face aux violences de masse à Beni (RD Congo)

Joël Baraka Akilimali¹

*« Mais pourquoi, comme alors, je ne sème pas ?
Pourquoi quand je sème je ne récolte pas ?
Et pourquoi quand je récolte je ne mange pas ? »²*

1. Avènement de la culture du cacao dans la région de Beni en RD Congo

La région de Beni se situe dans le Nord-Est de la République Démocratique du Congo à la frontière avec l'Ouganda. Cette région correspond respectivement à la ville de Beni et au Territoire de Beni dans la Province du Nord-Kivu à la frontière avec une autre province congolaise, celle de l'Ituri. Le territoire de Beni comprend quatre entités administratives comprenant deux secteurs à savoir le secteur de Rwenzori et de Beni-Mbau ainsi que deux chefferies traditionnelles : la Chefferie de Watalinga et celle de Bashu. La région de Beni étant frontalière de l'Ouganda (Districts de Bundibugio et de Kasese) ; cette situation géographique a permis des contacts permanents entre les peuples de ces deux pays, en facilitant ainsi l'émergence d'échanges économiques et sociaux réguliers. C'est dans ce contexte que la culture du cacao a été popularisée partant de l'Ouganda vers la région congolaise de Beni. En effet, une étude récente explicite que le prix et le marché permanent du cacao sont des facteurs majeurs de l'émergence de cette culture dans cette région de Beni. Elle ajoute que la culture du cacao est une des principales sources de revenus monétaires pour les paysans du territoire de Beni et occupe en moyenne 60% des superficies cultivées. Pour comprendre le contexte du succès de la culture du cacao, la même source démontre qu'avant, la population pratiquait la culture du caféier, du palmier à huile et du papayer ; mais, suite à certaines difficultés, elles ont recouru à la culture du cacao vers les années 2006³.

En effet, il ressort de nos investigations sur le terrain que c'est entre les années 2007-2008 que des populations congolaises riveraines de l'Ouganda ont découvert les succès de la culture du cacao chez leurs voisins ougandais. Ils ont dans le même ordre découvert l'importance stratégique d'une telle culture pour l'économie locale et pour les échanges agricoles internationaux. Ainsi, plusieurs agriculteurs vivant dans la Chefferie de Watalinga et dans le District de Rwenzori en région de Beni en RDC ont été les premiers à importer les gousses du cacao venus de l'Ouganda pour propager cette culture dans leurs champs ainsi que dans les

¹ Membre de Bamko et collaborateur scientifique (UCLouvain) et enseignant d'Université en RD Congo (Université Catholique de Bukavu et Institut Supérieur de Développement Rural de Bukavu).

² Extrait du film « Bamako » du réalisateur Sissako Abderrahmane, sorti en France le 18 octobre 2006.

³ Kasereka Kinyambila Siméon, « Dynamique agricole et développement rural en territoire de Beni/Nord-Kivu : expérience des cultures pérennes » in *IOSR Journal of Business and Management (IOSR-JBM)* e-ISSN : 2278-487X, p-ISSN : 2319-7668. Volume 23, Issue 5. Ser. II (May 2021), PP 39-47 www.iosrjournals.org

anciennes plantations coloniales de la région. Très rapidement, la culture va se propager dans d'autres endroits de la région de Beni (Chefferie de Bashu, Secteur de Beni-Mbau) jusqu'au-delà de cette région vers les plantations de la province voisine de l'Ituri (territoires de Mambasa, de Djugu et d'Irumu). Progressivement, les cités d'Oïcha, de Kamango et la Ville de Beni dans le Nord-Est de la RDC vont devenir des plaques tournantes du commerce du cacao dans cette région⁴.

En parallèle d'une diffusion de la culture du cacao par des initiatives paysannes sporadiques⁵ ; une autre diffusion du cacao sera promue par de sociétés nationales, régionales et internationales. Ces sociétés vont progressivement s'intéresser à la culture du cacao dans cette région suite à sa qualité jugée meilleure au regard des conditions climatiques et pédologiques⁶. D'un côté, l'ONAPAC, Office National des Produits Agricoles du Congo va s'intéresser à cette culture à la fois pour sa régulation locale, mais aussi dans la diffusion des plantules aux populations et sur ses nombreuses plantations publiques. Les ingénieurs agronomes de l'ONAPAC vont suivre des formations et faire des missions d'inspection sur les plantations paysannes, privées et publiques en vue de la diffusion de la culture du cacao dans la région de Beni. De l'autre côté, une société basée en Ouganda va ouvrir une filiale plus ou moins autonome au Kivu : « Esco-Kivu » (de Edmund Schluter & Co. / Kivu).

D'après l'organe étatique britannique « London Metropolitan Archives »⁷, Edmund Schluter & Company est une société d'origine coloniale créée en 1858, négociants notamment en caoutchouc, café, en thé puis en cacao. Cette société a des échanges commerciaux avec des pays tels que la Belgique, la France, l'Allemagne, la Suède, l'Autriche, la Pologne, les États-Unis ou encore le Brésil, autrement dit des pays repris dans le classement mondial des 12 pays plus grand consommateurs de Chocolat. Au dire de nombreux articles de presse, cette compagnie est néanmoins embourbée dans plusieurs affaires judiciaires⁸. Elle notamment soupçonnée de faire transiter illégalement le cacao congolais en Ouganda pour en changer l'origine.

Cette société va progressivement jouer un rôle important dans le commerce du cacao en région de Beni en devenant le principal acheteur du cacao paysan vers le marché européen. L'ESCO-KIVU va également se doter de ses propres plantations⁹. D'autres sociétés locales, régionales et même multinationales vont également s'intéresser à l'exportation du cacao de Beni vers des régions du monde notamment en Europe. Il s'agit de la Compagnie Agricole du Kivu (COPAK-SARL)¹⁰ qui exporte le chocolat vers l'Europe et la célèbre société « THEO-CHOCOLATE » aussi appelée « Theo Classic bars » qui exporte vers l'Amérique du Nord où elle serait la pionnière du chocolat à base de cacao biologique et sans OGM (organismes génétiquement modifié)¹¹.

⁴ Observations et entretiens sur le terrain, mars 2022.

⁵ Les populations de cette région dominée par la Tribu Nande ont une longue tradition agricole remarquée depuis la colonisation belge et mobilisée dans la constitution des paysannats pilotes dans cette région du Nord-Kivu. Les autres populations sont les Batalinga (de la Chefferie de Watalinga), les Mbuba, les Bapakombe, etc.

⁶ Entretiens à Beni avec des ingénieurs agricoles de l'ONAPAC, mars 2022.

⁷ https://search.lma.gov.uk/scripts/mwimain.dll/144/LMA_OPAC/web_detail/REFD+CLC~2FB~2F077?SESSIONSEARCH

⁸ <https://lescoulissesrdc.info/rdc-cacao-de-lauditorat-au-parquet-de-goma-la-multinationale-anglaise-esco-determinee-a-faire-taire-le-journaliste-kibelbel-oka/> ou <https://www.tsieleka.com/2021/01/nord-kivu-saisie-au-poste-frontiere-de-louganda-de-600-tonnes-de-cacao-exportees-avec-des-faux-documents/>

⁹ Observations et entretiens sur le terrain, mars 2022.

¹⁰ Voir le site de la compagnie : <https://copak.business.site/> , consulté le 07/11/2022.

¹¹ « Theo Chocolate ou le chocolat équitable » disponible sur https://www.chococlic.com/Theo-Chocolates-ou-le-chocolat-equitable_a2237.html

« Dans cette région et en matière de chocolat, la Belgique n'est jamais en reste puisqu'un autre acteur intéressant du cacao entre la RDC et le reste du monde est certainement la société « Virunga Origins » qui s'intéresse aussi au café, au cacao et aux graines de chia de la RDC. Dans un article titré « Le chocolat congolais du Prince de Mérode débarque en Belgique »¹², on apprend que cette société a plusieurs protagonistes : la fondation du parc Virunga situé au Kivu et son conservateur, l'anthropologue Prince Emmanuel de Mérode¹³ (de Belgique), l'ancien ministre belge François Xavier de Donnea qui est membre de la Fondation Virunga ; la Compagnie des Produits Agricoles des Kivus (COPAK), l'exportateur de cacao Dimitri Moreels (fils de l'homme politique belge Reginald Moreels), le philanthrope suédois Paul Leander-Engström (fondation The World We Want - 3W) ainsi que le chocolatier brugeois Dominique Persoone. Ensemble, ils souhaitent commercialiser des produits fabriqués au Congo vers l'Europe dont la Belgique et réinvestir les gains dans le bien-être du parc »¹⁴.

2. Forte demande du cacao issu de la région de Beni sur le marché international du chocolat et effets pervers sur la sécurité locale en contexte de conflits armés

Le Cacao provenant de Beni est prisé auprès des chocolatiers spécialisés dans la production de qualité au niveau international en raison de la bonne saveur des gousses du cacao issu de cette région. « Theo chocolate » a contribué à la diffusion du chocolat produit à base de cacao cultivé à Beni. À en croire le site *The Guardian*, « l'entreprise "Theo chocolate" a retrouvé la route du cacao du Congo grâce à l'acteur cinéaste américain Ben Affleck, qui a visité l'usine de Theo's aux USA après avoir lancé une association à but non lucratif, *l'Eastern Congo Initiative*, visant à promouvoir la paix et le développement économique dans la région. Les guerres en RDC ont fait environ trois millions de morts au cours des 20 dernières années, soit en raison des combats, soit à cause des maladies et de la malnutrition. Peu après, Whinney qui est le Patron de "Theo chocolate" a effectué le premier d'une douzaine de voyages dans l'est du Congo, accompagné d'Affleck et du philanthrope américain Howard Buffett. Theo a fini par acheter environ 340 tonnes au Congo en 2013 et doublera presque ce chiffre en 2014...d'autres entreprises de chocolat s'y approvisionnent également, mais Theo est de loin le plus gros client de la RDC »¹⁵.

Un observateur de Beni constate que « *Theo Chocolate* » est une entreprise multinationale américaine qui a souvent demandé le cacao provenant de la région de Beni en raison de sa qualité supérieure. Il semblerait même que la meilleure qualité du Cacao venait plus précisément des plantations de Nobili et de Kamango et qu'elle satisfaisait les goûts des consommateurs au niveau mondial. Aujourd'hui, avec l'engouement vers ce produit, tout le monde voulait prendre le Cacao dans la région de Beni et c'est alors que la compétition autour des contrôles des offres paysannes s'est accentuée. Malheureusement, même si on produit assez du cacao, le prix n'augmente pas parce que ce sont les acheteurs eux-mêmes qui imposent le prix sur le marché local et à mesure que l'offre paysanne s'accroît, les prix baissent ou stagnent »¹⁶.

¹² <https://www.lecho.be/entreprises/alimentation-boisson/le-chocolat-congolais-du-prince-de-merode-debarque-en-belgique/10403091.html>

¹³ Il est aussi directeur provincial de l'Institut congolais pour la conservation de la nature au Nord Kivu.

¹⁴ Entretien avec Mireille-Tsheusi Robert, Bruxelles, décembre 2022.

¹⁵ The Guardian, "Theo: the small chocolate company taking big strides in the DRC" in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/sustainable-business/theo-chocolate-company-sourcing-democratic-republic-congo>, consulté le 08/11/2022.

¹⁶ Entretien à Beni, mars 2022.

Un autre observateur local de Beni fait remarquer que « le milieu de la production du cacao est un milieu où il y a des groupes armés qui sont dans la forêt et qui ont commencé à profiter de cette culture du cacao au détriment des populations paysannes. Ils chassent les paysans qui avaient déjà planté leur Cacao pour récupérer leur récolte et les vendre à leur place. Ils vendent aussi le cacao en clandestinité, soit aux trafiquants ougandais soit par des intermédiaires congolais des milieux commerçants. C'est comme ça que dans toute la région, les groupes armés commençaient à prendre des territoires où les gens ont planté le cacao en les poussant à quitter leurs champs par une insécurisation généralisée de certains villages. Quand les gens prennent la fuite, ils récupèrent leurs champs et ils commencent à exploiter le Cacao qu'ils vendent aussi à des sociétés multinationales, mais souvent indirectement »¹⁷.

Cependant, dans les grands centres de négoce du cacao tels qu'à Oïcha et à Kamango, les commerçants locaux relativisent l'hypothèse d'un cacao de la contrebande sur le marché. Ils relativisent également, voire ils nient la transformation perverse de la culture du cacao comme un de nombreux enjeux de l'intensification des violences dans la région de Beni. Bien plus, ils relativisent le lien réel ou supposé entre les tueries de masse des populations et la culture du cacao en rappelant par exemple que même dans les zones sans culture du cacao, il existe également des massacres des populations. Ils avancent le fait que la culture du cacao est antérieure au début des massacres en région de Beni. Ces arguments avancés localement pour nuancer les causes du massacre ne sont pas à négliger, car ils confirment la complexité des conflits violents en région de Beni, des conflits qui frappent lourdement les populations locales qui avaient trouvé dans la culture du cacao une issue économique contre la pauvreté. Néanmoins, si ces arguments de relativisation du lien entre la culture du cacao et les violences de masse à Beni sont fondées en grande partie, ils cachent tout de même une relativisation visant à protéger les affaires commerciales du cacao. En fait, les commerçants-intermédiaires du commerce du cacao sont animés par la peur d'un éventuel embargo international susceptible d'être opposé contre les exportations du cacao venant de leur région, ce qui accentuerait la misère locale couplée à l'insécurité. Cette inquiétude compréhensible, mais pas justifiable expliquerait le déni des conséquences des conflits armés sur la culture paysanne du cacao. L'inquiétude d'un embargo contre le cacao en provenance de la région de Beni est compréhensible dès lors qu'elle pourrait accroître la précarité paysanne et sociale en général dans le contexte d'une région martyrisée par les guerres et les massacres de masse dans la région de Beni¹⁸.

Comprendre le développement de ces massacres inouïs qui cumulent des cas de crimes de guerre, des crimes contre l'humanité voire peut-être des crimes de génocide s'avère dès lors important afin de mettre en lumière la chaîne des violences de masse qui s'est perpétrée depuis plus de 10 ans dans la région de Beni dans le Nord-Est de la RDC.

¹⁷ Entretiens à Beni, mars 2022.

¹⁸ Investigations de terrain.

3. **Violences de masse en région de Beni : les populations civiles comme cibles des attaques terroristes opérant par des massacres à grande échelle**

Comprendre les violences de masse en région de Beni nous oblige à analyser la responsabilité du mouvement armé des ADF (ADF : *Allied Democratic Forces*) d'origine ougandaise et son rôle majeur dans les violences en cours dans cette région.

Comme l'observe le site francophone d'informations, TV5-Monde, « à l'origine, les ADF sont une coalition de groupes armés ougandais, dont le plus important était composé de musulmans, opposés au régime du président Yoweri Museveni. Ils sont installés depuis 1995 sur le versant congolais des Monts Rwenzori, où ils ont fait souche. À partir de 2014, plus encore 2017, les ADF sont accusés d'avoir massacré plus de 6.000 civils congolais, lors de raids d'une grande violence dans la région de Beni, au Nord-Kivu (est), ainsi qu'en Ituri (nord-est). La question de l'appartenance des ADF à la galaxie djihadiste divise les experts. Un cap a été franchi en avril 2019. Depuis cette date, certaines attaques des ADF sont revendiquées par l'organisation État islamique, via ses canaux habituels sur les réseaux sociaux, qui désigne le groupe comme sa "Province d'Afrique centrale" »¹⁹. En effet, jusqu'en 2009, les ADF n'étaient pas encore systématiquement traqués par l'armée congolaise (en dépit de quelques accrochages sporadiques). Étant implantés dans les montagnes de Rwenzori et dans la vallée de la Semuliki depuis plusieurs années (1987 selon certaines sources) ; les ADF avaient déjà tissé des liens étroits avec plusieurs acteurs locaux de la région de Beni et ce dans différentes communautés et catégories professionnelles.

Outre le banditisme sporadique (kidnapping, etc.), ils s'étaient essentiellement convertis en trafiquants des ressources naturelles notamment les bois précieux et les minéraux (plutôt qu'en véritables résistants contre le Pouvoir ougandais), en profitant des avantages laissés par les Officiers du groupe NALU,²⁰ revenus par la suite en Ouganda après leur amnistie et potentiellement par des avantages laissés par des milices du groupe UMLA²¹, également rentrées en Ouganda après leur amnistie par le président Museveni de l'Ouganda. Ainsi, les ADF restés dans l'Est de la RDC ont profité d'un terrain vide laissé par les NALU pour se livrer au commerce de bois (en particulier le bois rouge rare et très prisé dans les forêts de Beni), au commerce des minerais notamment de l'or issu de la contrebande et au commerce de manufacture, parfois par des personnes interposées, etc. Leur trafic se faisait vers des réseaux commerciaux kenyans, ougandais, tanzaniens et même à destination des grandes villes congolaises (Butembo, Beni, Bunia, Goma, Kisangani, etc.).

Par ailleurs, ils avaient déjà tissé des liens d'affaires avec les populations locales parmi lesquelles ils avaient des relais commerciaux, économiques et même politiques. Un citoyen de Beni nous relate même qu'on les voyait passer dans le centre-ville de Beni, en train de vendre leurs produits aux populations, sans fondamentalement attirer la méfiance des populations avant leur traque par les armées congolaise puis ougandaise. Malheureusement, les traques contre ce groupe armé se sont faites dans la précipitation, sans véritable planification militaire ni maîtrise du terrain. Elles ont alors conduit à des résultats catastrophiques conduisant à leur dispersion au-delà de leur maquis traditionnel, vers le Nord (Irumu) et l'Ouest (Mambasa) ainsi

¹⁹ TV5MONDE, « RD Congo : Qui sont les rebelles ougandais ADF, liés à l'organisation État islamique », disponible sur <https://information.tv5monde.com/afrique/rd-congo-qui-sont-les-rebelles-ougandais-adf-lies-l-organisation-etat-islamique-430377>, consulté le 07 novembre 2022.

²⁰ National Army of Liberation of Uganda.

²¹ Entretiens à Beni, mars 2022.

que d'autres coins de Beni (Centre et Sud) où ils ont généralisé des opérations terroristes et des massacres des populations civiles²².

À la question de savoir pourquoi ils se sont radicalisés allant jusqu'à commettre des massacres brutaux sur des populations civiles ; l'hypothèse qui émerge face à cette question est celle des représailles contre certains acteurs civils qui leur devaient soit des dettes d'affaires ou encore une stratégie de vengeance contre des civils qui auraient dénoncé leurs repères à l'armée loyaliste en servant des pisteurs aux militaires congolais des Forces armées de la RDC (FARDC). Cependant, au vu des attaques des ADF survenues après 2016 dans un contexte de radicalisation islamiste grandissant avec de nouvelles recrues dans les maquis des ADF (Jordaniens, Omanais, Tanzaniens, Burundais, Rwandais, Kenyans, etc.) ; l'hypothèse des revendications politiques semble avoir pris le dessus dans une obsession de créer un califat par la terreur en région de Beni. Cette hypothèse serait explicable à la suite de diverses séquences vidéo lancées par les ADF sur les réseaux sociaux avec parfois un drapeau de l'État islamiste en fond de ces vidéos²³, bien que l'authenticité de cette allégeance des ADF à l'État islamique demeure discutée dans nombre des rapports.

4. Massacres des planteurs de cacao et politique internationale du silence face aux tueries de masse Beni

Malgré une relative diffusion des scènes récurrentes d'attaque meurtrière contre les populations civiles dans la région de Beni dans des médias de grande audience internationale ; les grandes instances d'action internationale ne se sont pas suffisamment mobilisées à ce jour pour appuyer les efforts militaires pour mettre fin aux violences de masse qui heurtent la dignité humaine dans la région de Beni. Les populations paysannes sont les premières victimes d'attaques terroristes des milices islamistes ADF²⁴ et d'autres milices locales alimentant régulièrement des images choquantes des massacres, des tueries atroces et des incendies des villages, des écoles, des hôpitaux, des centres de santé, des véhicules, etc.

La MONUSCO, la mission onusienne au Congo, l'État congolais à travers son armée (avec une mutualisation des forces armées avec l'État ougandais) semblent n'avoir pas apporté une réponse définitive à la nébuleuse des ADF et d'autres groupes armés dans cette région où les violences persistent. Dans le même temps, les populations civiles locales continuent de payer les frais de ces violences à travers une série des opérations militaires qui ne finissent pas d'un côté et des incursions rebelles qui reviennent épisodiquement dans des villages dits contrôlés par l'Etat d'un autre côté. Dès lors, il en ressort que ce qui se passe à Beni a dépassé les capacités politiques et militaires locales et oblige un réveil de conscience internationale pour pousser les acteurs à diverses échelles à s'impliquer pour provoquer de véritables solutions et éviter ainsi de remettre en cause la souveraineté du Congo. Malheureusement, les violences en cours semblent ne pas suffisamment intéresser l'opinion publique internationale qui se construit souvent à partir de l'Occident dans les faits politiques. Ce qui se passe dans la région de Beni est même traversé par une forme de politique du silence. Pourquoi alors persiste une

²² Entretiens à Beni, mars 2022.

²³ Entretiens à Beni, mars 2022.

²⁴ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/01/13/un-des-fondateurs-du-groupe-islamiste-adf-arrete-dans-l-est-de-la-rdc_6109277_3212.html

forme de politique du silence face à un drame humanitaire qui dure depuis plus de 10 ans ? Les raisons sont multiples et se résument à la confluence d'intérêts divers dans une zone où les ressources naturelles comptent plus que les ressources humaines.

C'est dans ce contexte de compréhension des problèmes sécuritaires à partir de la grille d'analyse de la filière de la culture du cacao à Beni, un produit agricole si prisé au niveau international pour son application dans la fabrication du chocolat, qu'un appel devrait être lancé à l'attention des consommateurs du chocolat et autres citoyens engagés pour la citoyenneté mondiale pour prendre conscience de ce qui se passe à Beni. Un appel à partir de la Belgique revêt tout son sens à la fois à l'attention des grands décideurs politiques de l'Europe, des citoyens Belges et européens dont des afrodescendants. Les consommateurs de chocolat pourraient davantage être sensibilisée aux exactions autour de l'exportation du cacao. Bien que le cacao produit dans la région de Beni ne soit pas majoritaire dans les statistiques internationales, il demeure néanmoins symbolique de s'intéresser au sort des planteurs du cacao de Beni et d'autres populations civiles de cette région qui périssent chaque jour dans des conflits politiques, militaires et idéologiques dont ils ignorent les tenants et les aboutissants.

Ces populations meurent de froid ou de maladie hygiénique (choléra, diarrhée, malaria ...) dans les camps de réfugiés ou dans des maisons des familles d'accueil aux conditions d'hébergement difficiles. Ils meurent aussi de faim malgré qu'elles aient des champs (occupés par des miliciens ou leurs complices) et se demandent réellement face à ce sinistre sort : « **Mais pourquoi, comme alors, je ne sème pas ? Pourquoi quand je sème je ne récolte pas ? Et pourquoi quand je récolte je ne mange pas ?** » Ce questionnement extrait d'un film²⁵ traduit l'inconfort journalier des dizaines des milliers des paysans de la région de Beni dans le Nord-Est de la RDC, planteurs du cacao et d'autres cultures pérennes ou vivrières sur lesquelles ils ont perdu un contrôle permanent suite aux violences armées et hautement meurtrières.

Pour citer cet article : Joël Baraka Akilimali, « Culture du Cacao, marché international du chocolat et politique du silence face aux violences de masse à Beni (RD Congo) » (Nov. 2022). Analyse n°3, Edt. Kwandika de Bamko-Cran asbl, Bruxelles.

Cette analyse de Bamko asbl est soutenue par une reconnaissance en Education permanente (Fédération Wallonie-Bruxelles). Elle en partie l'aboutissement des discussions au sein des groupes de travail et d'autres activités de l'association.

²⁵ Extrait du film « Bamako » du réalisateur Sissako Abderrahmane, sorti en France le 18 octobre 2006.